

La vraie question, celle qui fâche : combien d'infiltrés dans les services de police et où... ?

Le tueur de la PP s'était converti en 2008 et non depuis 18 mois... Il était en poste dans l'un des services les plus sensibles de France depuis 2003... Combien comme lui et où ?

Les flics de la brigade criminelle rigolent rarement quand ils sont saisis d'une enquête même si beaucoup, hors du boulot, peuvent avoir un sens de l'humour développé... Et là, dès que l'un de leurs groupes "crime de sang" a été chargé par le parquet de Paris, jeudi 3 octobre dans la journée, du quadruple meurtre (dont on sait depuis que ce sont des assassinats puisqu'ils étaient prémédités), dès l'arrivée de leur premier procédurier sur la scène de crime, les flics de la crim' n'ont pas rigolé du tout.

L'œil affûté de ces poulets rompus à toutes les situations a compris que c'était la section antiterroriste de la brigade qui devait être saisie. En effet, l'une des victimes, un policier de la DRPP (direction du renseignement de la Préfecture de Police) au sein de laquelle travaillait aussi son assassin, avait été égorgé, façon exécution publique de Daesch. De plus, la violence exercée sur les autres fonctionnaires touchés à mort laissait elle aussi perplexe. Et c'est à partir de là que les hommes de la crim' et leur patron ont entamé un bras de fer... qu'ils ont fini par gagner.

Indices déterminants, incontournable question

Il leur a fallu batailler avec la direction de la PJ, le cabinet du Préfet de Police, celui du ministre de l'Intérieur : personne dans ces lieux de pouvoir ne voulait entendre parler de l'éventualité d'un acte perpétré par un fonctionnaire radicalisé. Qui plus est, un de ceux employé par la DRPP, l'un des services de renseignement français, chargé entre autres de la lutte contre... la radicalisation ! Ce samedi matin, sur Europe 1, mon excellent confrère Alain Acco l'a lui aussi parfaitement raconté. Même le PNAT (parquet national antiterroriste) n'était pas chaud, se contentant d'un rôle d'observateur. Les heures qui suivirent donnèrent raison à la crim'. L'examen du contenu du téléphone cellulaire de l'assassin ne laissait aucun doute sur ses

intentions le matin même. Les réponses de son épouse à ses SMS non plus. Sans parler des déclarations de celle-ci au cours de sa garde-à-vue immédiatement déclenchée.

Reste la question incontournable et fondamentale. Celle qui fâche après qu'on ai entendu Christophe Castaner déclarer, jeudi après-midi, que l'informaticien tueur était transparent, et le Préfet de Police expliquer plus tard, dans un point presse, que rien n'indiquait que l'homme puisse être radicalisé, tout en restant prudent, en entre-ouvrant tout de même une porte sur de possibles mobiles cachés. Cette question est simple et terrible à la fois : Combien de radicalisés dans la Police nationale et dans quels services ?

Recrutements à risque

"Nous sommes infiltrés jusqu'à la moelle" me confiait un policier parisien dès jeudi après-midi. Même s'il grossit le trait, cette réaction instantanée fait peur. Selon d'autres de ses collègues, le risque peut venir de l'enrôlement trop rapide dans la police, voici quelques années, de jeunes contractuels venus de tous horizons, destinés à devenir policiers en passant un concours, tout en s'impliquant dans le milieu professionnel sur le terrain. Ce sont des ADS qu'il s'agit, les "petits bleus", identifiables à leurs épaulettes azur. Les premiers furent intégrés sous le Gouvernement de Lionel Jospin. Nicolas Sarkozy ministre de l'Intérieur, avant de devenir Président, favorisa leur titularisation en instituant pour eux un concours de police "au rabais". Le système ne s'est pas arrangé depuis puisque celui-ci est constitué maintenant d'un QCM dont il suffit de remplir les cases... Les résultats de cette politique qui consistait en fait à grossir les effectifs policiers à pas cher furent disparates. Certains de ces auxiliaires, intégrés aux RG (renseignements généraux) de l'époque firent merveille.

"Sur les problèmes de violences dans les banlieues, ils ramenaient des infos de première importance raconte un ancien membre de la DGPN (direction générale de la Police nationale). À tel point que certains responsables les ont freinés dans leur élan et que, dégoûtés, ceux-là démissionnèrent ou demandèrent leur mutation dans d'autres services"

. À l'époque, d'autres des policiers qui encadraient ces ADS étaient témoins de comportements moins reluisants : vols dans les vestiaires administratifs, jeunes "anciens" braqueurs enrôlés trop vite qui continuaient hors service à attaquer des commerces, ou d'autres qui, en contrôle routier se faisaient payer des PV de la main à la main pour fermer les yeux sur les infractions.

"On a même recruté des jeunes qui avaient des signalements au STIC (système de traitement des infractions constatées). Pire, des types qui avaient des casiers judiciaires..."

précise un brigadier de la Préfecture de Police de Paris. Pas question de stigmatiser qui que ce soit. Juste d'être lucide. Faute de quoi il faudra se remettre en mémoire les menaces proférées contre les administrations britanniques par Omar Bakri Mohammed (imam radical, considéré jusqu'en 2005 comme un des leaders du mouvement islamiste britannique) et rapportées par le Daily Télégraph le 21 janvier 2007 :

"Les musulmans britanniques modérés de la police, des forces armées et de la Fonction publique se révolteront un jour contre le système pour "l'écraser de l'intérieur"..."